

Point de Presse du Conseil d'Etat

2 mai 2012

La version Internet fait foi

M. François Longchamp, conseiller d'Etat

Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Oui à la révision de l'ordonnance sur la protection contre les accidents majeurs	4
Genève - Vaud.....	5
Félicitations à M. Pierre-Yves Maillard, nommé président du Conseil d'Etat vaudois.....	5
Genève	6
Adoption du premier plan régional d'évacuation des eaux	6
Transports publics genevois : adoption des comptes 2011 et du rapport de réalisation de l'offre	7
Fondation des parkings : adoption du rapport annuel de gestion et des comptes 2011	8
120 nouveaux logements projetés au Petit-Saconnex	9
Modification des statuts de la Fondation de la commune de Chêne-Bourg pour le logement	9
Légalisation électronique autorisée par les notaires.....	9
Aide financière à l'association Stop Suicide	10
Aide financière au Groupement cantonal genevois des associations de parents d'élèves des écoles primaires (GAPP)	10
Aide financière à l'Université populaire du canton de Genève	11
Soutien au Tour de Romandie jusqu'en 2015.....	11
Aboutissement d'un référendum municipal en Ville de Genève	11
Nouveau conseiller municipal dans la commune de Versoix.....	12
Entrée en vigueur de lois	13
Agenda des invitations à la presse	14

Oui à la révision de l'ordonnance sur la protection contre les accidents majeurs

En réponse à une consultation fédérale relative à la révision de [l'ordonnance sur la protection contre les accidents majeurs \(OPAM\)](#), le Conseil d'Etat s'est déclaré favorable aux propositions du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) visant à améliorer la protection de la population et de l'environnement contre les graves dommages résultant d'accidents présentant un danger chimique.

Le projet de révision de l'ordonnance apporte deux innovations : l'élargissement du champ d'application de l'OPAM aux installations de transport par conduites et l'amélioration de la coordination entre la prévention des accidents majeurs et l'aménagement du territoire.

En raison de la forte progression de l'urbanisation, le risque d'accidents majeurs autour des installations de transport par conduites (gazoducs et oléoducs) augmente. L'introduction de ces installations dans le champ d'application de l'OPAM doit permettre de mettre les risques en évidence, de les classer en fonction de leur importance et de les réduire grâce à des mesures ciblées.

Par ailleurs, la coordination entre l'aménagement du territoire et la prévention des accidents majeurs doit être améliorée pour que les risques au voisinage des installations susceptibles d'être l'objet d'un accident majeur soient minimisés. La révision de l'ordonnance permettra de garantir une plus grande sécurité pour la population et pour l'environnement. Les bases légales gagneront en clarté, ce qui facilitera le travail des collectivités publiques et des entreprises concernées.

Pour tout complément d'information : M. Alberto Susini, directeur, service de l'environnement des entreprises, DSPE, ☎ 022 388 29 66.

Félicitations à M. Pierre-Yves Maillard, nommé président du Conseil d'Etat vaudois

Le Conseil d'Etat a adressé ses chaleureuses félicitations à M. Pierre-Yves Maillard à l'occasion de sa récente nomination à la tête de l'exécutif cantonal vaudois. Le gouvernement genevois exprime ses vœux de pleine réussite pour cet important mandat qui débutera le 1^{er} juillet prochain, et se réjouit de la poursuite de l'excellente collaboration entre les gouvernements genevois et vaudois.

Adoption du premier plan régional d'évacuation des eaux

Le Conseil d'Etat a adopté le premier plan régional d'évacuation des eaux (PREE), relatif à la région Allondon-Champagne, en vue d'optimiser la coordination des actions d'assainissement des eaux dans ce secteur. Dans une agglomération qui prévoit d'accueillir près de 600'000 habitants d'ici à 2030*, des pressions s'exercent quotidiennement sur les cours d'eau et le lac. Afin de préserver à long terme ces écosystèmes, le canton de Genève se dote d'outils de planification régionaux (les PREE) et communaux, appelés plans généraux d'évacuation des eaux, ou PGEE, qui couvriront à terme l'ensemble de son territoire. Ces dispositifs novateurs sont élaborés par le département de l'intérieur et de la mobilité (DIM), ainsi que par les communes genevoises pour ce qui est des plans communaux.

Les PREE et PGEE coordonnent les mesures concrètes à réaliser d'ici les vingt prochaines années en matière d'évacuation des eaux usées et pluviales. Leur mise en œuvre, qui prend en compte les effets de l'urbanisation du territoire, prévoit une gestion centralisée et à la parcelle du débit des eaux pluviales, le traitement des eaux de ruissellement de chaussées, ainsi que les adaptations nécessaires des réseaux d'eaux usées et des stations d'épuration. Les mesures prévues impliqueront des investissements importants des Services industriels de Genève, du canton et des communes. Elles permettront également de pérenniser les infrastructures d'évacuation des eaux existantes, dont la valeur patrimoniale est estimée à 3 milliards de francs (réseau primaire et secondaire).

Inscrits dans la loi fédérale sur la protection des eaux (Leaux), les plans régionaux et généraux d'évacuation des eaux viennent compléter le programme de renaturation des cours d'eau et les schémas de protection, d'aménagement et de gestion des eaux (SPAGE) dans la gestion et la préservation des écosystèmes aquatiques.

* Projection à 2030 : canton de Genève : 566'000 habitants/Agglomération franco-valdo-genevoise : 1 million d'habitants.

[Annexe 1: PREE Allondon - Champagne: synthèse](#)

[Annexe 2: PREE Allondon - Champagne: tableau détaillé des actions](#)

[Annexe 3: PREE Allondon - Champagne: carte des actions.](#)

Pour tout complément d'information : M. Frédéric Bachmann, chef de projets, service de la planification de l'eau, DIM, ☎ 022 546 74 26.

Transports publics genevois : adoption des comptes 2011 et du rapport de réalisation de l'offre

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil les comptes consolidés et le rapport de réalisation de l'offre 2011 des Transports publics genevois (TPG).

L'ensemble des développements prévus du réseau a été réalisé. 2011, qui représente la première année du nouveau contrat de prestations 2011-2014, a ainsi permis de mettre à disposition de la population une offre de transport augmentée de 9,6%, soit légèrement supérieure à la cible prévue. Ce résultat est imputable en grande partie à l'extension du réseau des trams avec l'introduction de la nouvelle ligne entre Coutance et les Avanchets, et la mise en service le 2 mai 2011 de la Diretissima qui a permis de prolonger celle-ci en direction du CERN.

Différentes améliorations de lignes et de cadences contribuent également à ce résultat, notamment une desserte plus matinale de l'aéroport. L'objectif de fréquentation de l'ensemble du réseau a également été dépassé de 0,9% par rapport à une fréquentation visée de +4,5%. Les travaux du tram Meyrin-Bernex ont freiné les conditions d'exploitation, mais n'ont pas affecté la moyenne des horaires et cadences au-delà de la marge de tolérance admise.

La mise en place de l'offre de transport du 11 décembre 2011 qui a vu 70% du réseau modifié, et le prolongement du tram jusqu'à Bernex, a connu un démarrage difficile avec une exploitation insatisfaisante. Depuis cette date, le nouveau réseau a bénéficié de mesures d'optimisation, à travers une action pilotée par une cellule d'accompagnement ad hoc réunissant les TPG, le département de l'intérieur et de la mobilité, l'office du génie civil, la Ville de Genève et la police cantonale. Les mesures d'urgence nécessaires à cette optimisation ont été prises et le réseau fonctionne désormais conformément aux attentes. De nouvelles améliorations seront proposées au Conseil d'Etat d'ici l'été 2012 pour une mise en œuvre en décembre prochain.

Sur le plan financier, l'exercice 2011 s'est clôturé avec un bénéfice net de 1'621'449 francs alors que le budget prévoyait une perte de 2'915'000 francs. Ce bon résultat est notamment lié à l'effet comptable positif d'une dissolution de provision pour risque. Les produits d'exploitation sont en amélioration de 4,2% sur le budget, pour atteindre 369'077'000 francs. Par rapport à l'année précédente, ils sont en progression de 7,6%. Cette évolution est essentiellement due à l'augmentation des revenus du transport et des contributions cantonales, conformément à l'encadrement financier prévu pour le développement du réseau.

Quant aux charges d'exploitation, elles ont également progressé, atteignant 351'720'000 francs, soit un dépassement budgétaire de 3%, qui correspond à +3,4% de charges supplémentaires par rapport à l'exercice précédent. La hausse, tant du prix que de la consommation du carburant, celle du matériel d'entretien, de la sous-traitance et de la maintenance informatique expliquent cette évolution. Les frais de personnel sont quant à eux maîtrisés par rapport au budget.

Les TPG sont dans une phase d'investissements importants dont la mise en œuvre est actuellement conforme à la planification prévue pour ce qui est des trams, qui en représentent la part la plus conséquente avec 128,6 millions francs à la fin de l'année 2011.

Pour toute information complémentaire : Mme Sylvie Penel, économiste à la direction générale de la mobilité, DIM, ☎ 022 546 78 98.

Fondation des parkings : adoption du rapport annuel de gestion et des comptes 2011

Le Conseil d'Etat a adopté à l'attention du Grand Conseil les comptes 2011 de la Fondation des parkings (FdP), ainsi que son rapport de gestion. La Fondation est une entreprise de droit public au service de la politique des déplacements édictée par l'autorité cantonale. Elle a notamment pour priorité la construction de parcs relais P+R et de parkings habitants, tout en agissant aussi comme conseil.

La Fondation continue à enregistrer un résultat positif en 2011 avec un bénéfice de 8,8 millions de francs (2010 : 6,6 millions de francs), en incluant le produit extraordinaire généré par la vente du P49 à Palexpo. Hors produit de cette vente, le résultat serait de 6,2 millions de francs. Les produits se montent à 41,9 millions de francs (2010 : 37,7 millions de francs) et les charges à 33,1 millions de francs (2010 : 31 millions de francs). Ce résultat augmente de 33% par rapport à 2010 et est également supérieur à celui prévu.

Depuis 2010, le service du stationnement effectue, pour le compte de l'Etat, le contrôle sur l'ensemble du territoire de la Ville de Genève, par le biais d'un contrat de prestations 2011-2013. Il contrôle aussi la zone macarons mise en place dès avril 2011 sur la Commune de Lancy. Cette activité a permis d'améliorer sensiblement la disponibilité des places payantes au centre ville, d'effectuer de l'îlotage et de la prévention, mais aussi d'introduire le macaron multizone « Plus » octroyant des facilités de stationnement aux entreprises actives dans les secteurs du centre-ville.

Disponible depuis 2011, ce macaron permet à certains professionnels répondant à des conditions précises de déroger à la réglementation locale du trafic, qui limite la durée de parcage des véhicules automobiles sur la voie publique. Grâce aux 19'390 macarons délivrés, ces professionnels ont pu se stationner en zone bleue ou horodateurs à la demi-journée ou à la journée au même tarif que pour le macaron "Tout Public". Pour mémoire, ce dernier macaron permet de parquer son véhicule pour une demi-journée dans les zones bleues au prix de 10 francs la demi-journée ou 20 francs la journée. En 2011, 8'990 (2010 : 6'713) macarons ont été délivrés, soit une augmentation de 34% par rapport à 2010.

Avec la mise en service du tram de Meyrin-Bernex, le 10 décembre 2011, ce sont deux parcs relais P+R qui sont venus s'ajouter aux extrémités de la ligne, soit au CERN (50 places) et à Bernex (272 places), en remplacement de l'ancien parking de 80 places. Par ailleurs, un P+R journalier a été lancé à Bernex pour le parking du véhicule et la poursuite du trajet en transports publics pour ses occupants.

Le P+R Sécheron situé à proximité de l'arrêt de tram de l'avenue de France a été inauguré le 15 décembre dernier. Ses 440 places seront d'abord utilisées par les employés de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en attendant la construction de leur propre parking, avant que pendulaires et habitants puissent en disposer en 2014. D'autres places viendront s'ajouter au fil des ans, plusieurs projets de P+R étant en cours d'élaboration.

*Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé de la mobilité, DIM,
☎ 022 327 96 05.*

120 nouveaux logements projetés au Petit-Saconnex

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) portant sur trois parcelles d'une superficie totale de 7373 m² situées chemin du Docteur-Jean-Louis Prévost, dans la partie haute du quartier de la Forêt au Petit-Saconnex, en Ville de Genève. Ces terrains, propriété de la Ville de Genève et de privés, sont aujourd'hui situés en zone de développement 3 (zone comprenant les régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée).

Le projet propose de réaliser quelque 120 logements, répartis dans trois bâtiments de six à huit étages sur rez-de-chaussée. Il prévoit également de créer 134 places de stationnement pour les habitants en sous-sol, 14 places visiteurs en surface ainsi que 134 places vélos, dont 67 en plein air.

Le Conseil municipal de la Ville de Genève a préavisé favorablement le PLQ le 8 juin 2011. La procédure d'opposition ouverte du 26 août au 26 septembre 2011 a suscité une opposition.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle, le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève à l'adresse www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 80.

Modification des statuts de la Fondation de la commune de Chêne-Bourg pour le logement

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant la loi concernant la Fondation de la commune de Chêne-Bourg pour le logement, entité qui a pour but de mettre à disposition des habitants de la commune, d'une part, des logements confortables à loyers abordables et, d'autre part, des locaux professionnels, commerciaux, artisanaux et d'intérêt général. Les statuts de la fondation ont été modifiés afin de permettre la représentation de tous les partis au sein du conseil de fondation en cas d'arrivée d'un parti supplémentaire au Conseil municipal, comme cela s'est passé lors des dernières élections municipales. Cette disposition permet d'éviter une adaptation des statuts à chaque changement de législature.

Le Conseil d'Etat a également procédé à quelques autres changements mineurs, notamment l'obligation de s'abstenir en cas d'intérêt personnel ainsi que l'interdiction d'être fournisseurs, chargés de travaux ou mandataires de la fondation.

Pour toute information complémentaire : M. Guillaume Zuber, directeur du service de surveillance des communes, DIM, ☎ 022 546 72 40.

Légalisation électronique autorisée par les notaires

Le Conseil d'Etat a modifié le [règlement d'exécution de la loi sur le notariat](#). La modification adoptée vise à permettre aux notaires d'effectuer des expéditions et des légalisations électroniques ainsi que d'établir des copies certifiées électroniques. Cette mise en œuvre est rendue possible tant par la technologie que par les récentes modifications du droit fédéral.

Dans cette perspective, le canton de Genève, dès l'été 2012, tiendra à jour les données relatives aux notaires genevois dans le registre suisse des personnes habilitées à dresser des actes authentiques, prévu par l'ordonnance sur l'acte authentique électronique (OAAE), du 23 septembre 2011. Ce registre contiendra notamment les certificats qui sont utilisés pour dresser des actes authentiques électroniques. Ainsi la preuve du droit de dresser des actes authentiques électroniques est apportée, au moyen d'une confirmation obtenue en ligne auprès dudit registre, pour chaque acte authentique électronique.

Par ailleurs, le passage de l'examen de droit notarial sera désormais soumis à deux conditions cumulatives : l'exigence de trois ans de stage de notaire, au lieu de deux actuellement, et la délivrance d'une attestation du maître de stage certifiant de l'aptitude du notaire stagiaire à se présenter à l'examen.

Pour toute information complémentaire : Mme Hana Sultan Warnier, secrétaire générale adjointe, DSPE, ☎ 022 327 92 13.

Aide financière à l'association Stop Suicide

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 65'000 francs à l'association Stop Suicide pour l'année 2012.

Cette aide permettra à Stop Suicide d'assurer des activités d'information et de sensibilisation de la population genevoise à la problématique du suicide des jeunes et de contribuer à la prévention du suicide en milieu scolaire en collaboration avec les professionnels en charge des questions de prévention et de promotion de la santé dans les établissements.

Pour toute information complémentaire : M. Jacques-André Romand, médecin cantonal, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 51 03.

Aide financière au Groupement cantonal genevois des associations de parents d'élèves des écoles primaires (GAPP)

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 39'600 francs pour l'année 2012 au Groupement cantonal genevois des associations de parents d'élèves des écoles primaires (GAPP).

Cette aide permettra au GAPP de renforcer les relations existantes entre l'école et les familles des quelque 32'700 élèves de l'enseignement primaire, à l'heure où sont engagés d'importants dossiers tels que les modalités d'application du nouvel horaire de l'écopier, la généralisation du plan d'études romand ou l'implication accrue des conseils d'établissement dans la vie des établissements scolaires.

Elle permettra par ailleurs au GAPP de poursuivre sa mission d'information aux parents sur l'évolution des dossiers, de création d'associations locales de parents d'élèves dans les communes ou quartiers qui en sont encore dépourvus et d'élaboration de stratégies particulières de partenariat dans les zones défavorisées.

Pour tout complément d'information : Mme Paola Marchesini, direction générale de l'enseignement primaire, DIP, ☎ 022 546 75 00.

Aide financière à l'Université populaire du canton de Genève

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 143'550 francs en 2012 et de 145'000 francs pour les années 2013 et 2014 à l'Université populaire du canton de Genève.

L'Université populaire du canton de Genève a pour but d'offrir un enseignement accessible à tous et de développer la solidarité entre personnes de cultures et de milieux différents à travers l'apprentissage des langues et l'approfondissement de leur culture générale. Elle a aussi pour but de promouvoir la formation des adultes et l'intégration des personnes non-francophones.

L'Université populaire du canton de Genève organise des cours, des séminaires, des conférences-débats, des manifestations ainsi que des activités de loisirs et de culture.

Pour tout complément d'information : M. Grégoire Evéquoz, directeur général de l'office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue, DIP, ☎ 022 388 44 25.

Soutien au Tour de Romandie jusqu'en 2015

Le Conseil d'Etat s'est engagé en faveur d'une prolongation du soutien de l'ensemble des cantons romands en faveur du Tour de Romandie. Seule compétition sportive d'envergure romande, le Tour de Romandie bénéficie d'un soutien financier annuel de 900'000 francs accordé unanimement par les six cantons romands.

L'aide octroyée est prélevée à titre précipitaire sur la part des bénéfices de la Loterie Romande redistribuée pour le sport aux cantons romands selon une fourchette de répartition identique à celle qui répartit les autres montants destinés aux cantons. Ainsi, le prélèvement représente environ 190'000 francs par an pour le canton de Genève.

Tous les cantons romands soutiennent le renouvellement de ce projet. La contribution financière solidaire des cantons romands est indispensable et primordiale pour maintenir cette épreuve à son niveau actuel et pour décrocher, pour les trois prochaines années, le label « UCI WorldTour » auprès de l'Union cycliste internationale.

Pour toute information complémentaire M. Olivier Mutter, directeur du service cantonal du sport, DIP, ☎ 022 327 94 80.

Aboutissement d'un référendum municipal en Ville de Genève

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement du référendum contre la délibération du Conseil municipal de la Ville de Genève du 30 janvier 2012 ouvrant un crédit de 5'136'000 francs destiné à la réalisation des mesures à l'essai, durant une année, de la première tranche de l'initiative populaire intitulée « 200 rues sont à vous - pour des rues ouvertes à la vie et aux mobilités douces ».

La vérification des signatures déposées à l'appui de cette demande de référendum a donné les résultats suivants :

- signatures déposées 5183
- signatures contrôlées 4322
- signatures validées 4010

Le nombre de 4000 signatures valables requis par la constitution pour faire aboutir le référendum est ainsi atteint.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté dans la Feuille d'avis officielle.

La date de la votation communale en Ville de Genève sur cet objet sera fixée par arrêté ultérieurement.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, ☎ 022 327 95 00.



Nouveau conseiller municipal dans la commune de Versoix

Le Conseil d'Etat a proclamé M. Antonio ANGELO élu sans scrutin à la fonction de conseiller municipal dans la commune de Versoix.

Il remplace Mme Nathalie Demiri-Fawaz, démissionnaire du Conseil municipal sur la liste MCG - Mouvement Citoyens Genevois.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, ☎ 022 327 95 00.

Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur de la loi :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 24.02.2012 autorisant le Conseil d'Etat à adhérer à l'accord intercantonal sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études (C 1 19.0) (Concordat sur les bourses d'études) (L10676)	Conseil d'Etat	1 ^{er} juin 2012

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
3 mai 10h30	Présentation du label pour les entreprises engagées dans la lutte contre le chômage	Salle des Abeilles du Palais de l'Athénée 2, rue de l'Athénée 1204 Genève	DSE	Bernard Favre ☎ 022 546 54 10
9 mai 11h00	Loi sur l'organisation des institutions de droit public	Salle des Fiefs de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel de Ville 1204 Genève	CE	Nicolas Merckling ☎ 022 327 90 80
18 mai 14h00	Thermographie : éco-conseils subventionnés à l'attention des propriétaires	Salle des Fiefs de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel de Ville 1204 Genève	DSPE ACG	Grégoire Pralong (DSPE) ☎ 022 546 76 13
21 mai 10h30	Soutien du DARES aux entreprises locales actives dans le domaine du cleantech	Salle des Fiefs de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel de Ville 1204 Genève	DARES	Marie- de Coulon ☎ 022 546 88 14